

Communiqué de presse 12 décembre 2013

Sujet Prises de positions des Vert'libéraux genevois en vue des votations du 9 février 2014

Contact : Laurent Seydoux, Président 079 203 74 05
Sue Putallaz, Vice-Présidente 079 277 79 54
Jérôme Montessuit, Secrétaire Général 076 507 74 11

Expéditeur Parti Vert'libéral genevois, 5 Place des Aviateurs, 1228 Plan-les-Ouates
ge@vertliberaux.ch, www.ge.vertliberaux.ch

Lors de son Assemblée Générale tenue le 11 décembre 2013, les Vert'libéraux genevois ont pris position sur les objets soumis aux votations fédérales et cantonales du 9 février 2014 :

- **OUI à l'unanimité pour FAIF « Financement et Aménagement des Infrastructures Ferroviaires »**
- **NON à 95% contre l'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée ».**
- **NON à 90% contre l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse »**
- **Liberté de vote avec un non à 63% contre la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance. Les 2/3 tiers n'ayant pas été atteints, c'est la liberté de vote qui est préconisée.**
- **NON à 95% contre « la loi générale sur les zones de développement (LGZD) »**

Concernant le **Financement et l'aménagement des infrastructures ferroviaires**, les Vert'libéraux genevois pensent que ces investissements sont indispensables pour moderniser nos infrastructures ferroviaires et surtout permettre la construction de la gare souterraine de Cornavin. C'est avec plaisir qu'ils constatent que la Suisse romande n'est pas oubliée dans ce programme d'investissement.

Concernant l'initiative pour le **non-remboursement de l'avortement**, les Vert'libéraux genevois trouvent cette initiative dangereuse, car elle risque de provoquer le retour des avortements clandestins. De plus, les conséquences psychologiques et les coûts induits, seront largement supérieurs au 0.03% économisé. On parle concrètement d'une "économie" d'un franc par habitant et par an.

Concernant l'initiative pour l'**immigration de masse**, les Vert'libéraux estiment qu'elle est dangereuse sur le plan économique, car la Suisse a besoin, comme cela a été tout le temps le cas, de la diversité issue de la main d'oeuvre étrangère. De plus, si cette initiative devait passer, elle entraînerait un risque de rupture majeur sur l'ensemble des accords bilatéraux. Néanmoins, les Vert'libéraux estiment que les mesures d'accompagnement doivent être renforcées pour éviter le dumping salarial.

Concernant la loi sur les **structures d'accueil de la petite enfance**, bien que les Vert'libéraux genevois se positionnent majoritairement contre, le score des 2/3 pour prendre formellement position n'a pas été atteint. En conséquence, ils recommandent la liberté de vote.

Concernant la loi générale sur les **zones de développement (LGZD)**, les Vert'libéraux genevois recommandent de la refuser. En effet, ils estiment qu'il s'agit d'une loi trop rigide qui fixe un minimum inacceptable alors que la majorité des PLQ votés depuis 2005 sont largement en-dessous de ces limites. Si la nouvelle notion d'Indice de Densité est intéressante, la fixation d'un minimum va avoir pour effet de bloquer les projets qui ne sont pas adaptés à une densité aussi élevée. Une des richesses de Genève se trouve dans la diversité de son territoire, il est souhaitable de la respecter. Une loi trop contraignante aura pour effet de bloquer les développements futurs prévus dans le Plan Directeur Cantonal, notamment pour les communes suburbaines comme Veyrier, Perly ou Chêne-Bougeries.